



La réalité des hydrocarbures au pays de Poutine

Les dirigeants russes, parfois, ne manquent pas d'humour. En prétendant axer le G 8 sur le thème de la « *sécurité énergétique* », ils ridiculisent ouvertement les Sept et tentent d'imposer leur vision d'une domination sans partage de la Russie sur le paysage énergétique européen, voire mondial.

Ils ne manquent pas non plus d'audace. En planifiant pour le 14 Juillet, une date dont le symbole ne peut échapper à personne, l'introduction en Bourse (IPO) de la société Rosneft, ils prennent des risques et les font partager aux marchés financiers. Cette IPO consiste à tenter de vendre des actifs volés, dans une démarche qui évoque un blanchiment d'argent. Rosneft est pour l'essentiel constitué des actifs issus de Loukos, entreprise anciennement dirigée par Mikhaïl Khodorkovski, actuellement détenu dans un camp de travail en Sibérie, à proximité d'une mine d'uranium radioactive. Mikhaïl Khodorkovski purge une peine de huit ans, jugée à l'issue d'un procès politique, ainsi que l'a déjà reconnu officiellement l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Ses propriétés lui ont été volées, à lui et à l'ensemble des actionnaires de Loukos. Ce sont celles-ci qui sont aujourd'hui proposées aux appétits des investisseurs à travers l'IPO de Rosneft. Les grandes banques internationales, Dresdner et ABN Amro en tête, mais aussi des institutions telles que JP Morgan, ou Natexis en France, se font les complices de ce que j'ose appe-

ler par son nom : la « *syndication du goulag* ». De grands investisseurs, tel Georges Soros, ont dénoncé ces jours-ci cette opération « *moralement répréhensible et juridiquement intenable* ». On ne saurait mieux dire.

Il y a du sang sur cette introduction en Bourse. Tandis que mon client croupit dans sa cellule – il est régulièrement mis en cellule d'isolement pour des motifs absurdes tels que la lecture du règlement de la prison – et se fait taillader le visage au couteau par un codétenu, le Kremlin et Rosneft engagent des « *spin doctors* » et autres agences de relations publiques afin de montrer le « *vrai visage* » des entreprises russes et de leurs dirigeants. D'un « *visage* » l'autre, celui de Mikhaïl Khodorkovski doit être celui qui restera en mémoire.

Il est temps, plus que temps, pour les Sept de se réveiller. Au-delà d'une simple demande de ratification de la charte de l'énergie, « *carotte* » que le Kremlin agite de temps à autre sous les yeux des pays les plus industrialisés, nos dirigeants doivent aller plus loin. Cesser cette mascarade consistant à fermer les yeux devant les abus de pouvoir, la renationalisation de l'économie russe, le chantage permanent aux États, aux entreprises et à leurs dirigeants, les droits de l'homme en régression. Pour quel motif un tel silence ? Le motif, évoqué *sotto voce*, est qu'il faudrait aider les dirigeants russes à stabiliser un pays fragile, alors même que les structures démocratiques mises en place à la fin des années 1990 et visant à stabiliser ce pays sont en pleine régression !

Le vrai motif est inavoué, car peu reluisant : il s'agit de tenter de préserver quelques intérêts mercantiles. Ainsi, pourquoi la France est-elle muette et n'a-t-elle jamais émis le moindre commentaire officiel sur l'affaire Khodorkovski, sinon pour imaginer protéger les intérêts de son champion énergétique national dans les champs gaziers russes ? La France, « *pays des droits de l'homme* », qui n'a pas un mot pour l'introduction en Bourse, un 14 Juillet, d'un bien volé à un homme meurtri quotidiennement dans sa chair et menacé dans sa survie !

Il n'est plus temps, pour les Sept, de se voiler la face. Des actions peuvent être entreprises, des gestes doivent être faits pour limiter les ambitions sans borne des plus staliniens des conseillers du Kremlin. Il faut encourager ceux qui, trop peu écoutés aujourd'hui, ont le courage à Moscou de dénoncer les errements, le recul accéléré de l'État de droit.

Mikhaïl Khodorkovski est l'homme qui voulait partager, dans un partenariat équilibré, les ressources énergétiques de la Russie avec les pays consommateurs. Cette volonté l'a conduit directement en Sibérie. La France s'honorerait d'être le pays qui rappellerait, dès les prochains jours, que les droits de l'homme, au XXI^e siècle, valent plus que quelques mètres cubes de gaz.

** Avocat international, conseil de Mikhaïl Khodorkovski (ancien président de Loukos détenu dans un camp de travail en Sibérie).*

Par Robert
Amsterdam *



« Des actions doivent être entreprises pour limiter les ambitions des plus staliniens des conseillers du Kremlin »